



PARTENAIRES

Le bulletin d'information de l'Association le Partenariat

n°79 - Février 2021



Edito

Cher·e·s Ami·e·s,

Le Conseil d'Administration et tous les membres du Partenariat se joignent à moi pour vous adresser nos meilleurs vœux pour 2021, pour vous et votre famille. Nous vous souhaitons, à tous, une santé de fer et un retour à une situation 'normale' dès que possible.

L'année 2020 est une année qui aura bouleversé notre société actuelle et son fonctionnement : la pandémie de Covid-19 et ses nombreuses conséquences – crise sanitaire, crise économique – nous ont obligé à repenser notre manière de travailler, et plus largement notre manière de vivre. Au Partenariat, nous avons tout mis en œuvre pour que les projets continuent d'avancer, tant en France qu'au Sénégal, au Maroc ou en Guinée. La mise en place du télé-travail et le maintien du lien en interne, entre les différentes antennes du Partenariat, a permis la continuité des différents programmes en cours ici et là.

Nous continuons à œuvrer pour la mise en place du plan stratégique (2020-2025) développé autour de nos objectifs en matière de coopération internationale et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Nos valeurs, mises au service de nos ambitions, nous permettent de garder le cap et de tenir nos engagements auprès des bailleurs comme des bénéficiaires. Nous continuerons à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour accompagner les populations locales sur nos différents lieux d'intervention.

Merci à tous les salariés, aux volontaires, aux stagiaires, aux personnes ressources, aux membres du Conseil d'Administration et du Bureau, ainsi qu'aux adhérents pour leur engagement et leur soutien infailible. Nous espérons un retour, le plus rapidement possible, à une situation apaisée qui nous permettra de tous nous retrouver.

Jean-Claude Pollefoort
Président du Partenariat



Vie de l'Association ...

L'accueil des volontaires en Service Civique

Depuis de nombreuses années, le Partenariat à Lille et ses antennes au Sénégal et au Maroc accueillent des volontaires en service civique. Les volontaires interviennent en appui sur des missions en lien avec nos projets de coopération Internationale et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

Qu'ils soient à Lille, à Saint-Louis au Sénégal ou à Safi au Maroc, tous partagent les volontés et les valeurs du Partenariat.



Découvrez le témoignage d'Ophélie, actuellement en service civique au sein du service Coopération Internationale du Partenariat à Lille :

« Je m'appelle Ophélie, j'ai 25 ans. J'ai souhaité réaliser un service civique au sein de l'association le Partenariat du fait de mon engagement pour l'amélioration des conditions de vie des populations et pour la protection de l'environnement. Les missions que je réalise au sein du service de coopération internationale sont en parfaite adéquation avec mon parcours universitaire et mes principes. Cet engagement m'a permis de m'impliquer dans les projets de solidarité internationale menés par l'association et également de faire un état des lieux sur mon parcours professionnel, mes envies et mes capacités. Le service civique est une bonne expérience de partage de connaissances et de savoir-être que je conseille aux jeunes engagé(e)s. »

Pour découvrir les témoignages des autres volontaires, rendez-vous dans la rubrique « Actualités » de notre site internet : www.lepartenariat.org

Le Partenariat remercie les volontaires qui s'engagent chaque année au service de ses actions. Merci à l'Agence du service civique pour son accompagnement et sa confiance.

Groupe
initiatives

Groupe Initiatives : Rédaction *Traverses* n°50

La démarche des publications *Traverses* consiste à tirer des enseignements critiques des pratiques des organisations membres du Groupe Initiatives (Gi) au sein duquel le Partenariat contribue au débat stratégique et méthodologique du secteur de la solidarité internationale depuis 2020. Le Partenariat participe, aux côtés de 5 autres ONG, à l'élaboration du *Traverses* n°50 qui portera sur les interventions menées autour du Bassin du fleuve Sénégal. Des ateliers à distance sont organisés par le Gi et Initiative Fleuve Sénégal (IFS) avec tous les membres intervenant dans les 4 pays que sont le Sénégal, le Mali, la Mauritanie et la Guinée. Le but de ces ateliers est d'amener les membres du réseau à la conduite d'une capitalisation collective autour d'un territoire, sur une période longue et avec des propositions d'actions communes. Si les conditions sanitaires le permettent, la restitution aura lieu à la rentrée 2021 à Bakel (Mali).

Pour plus d'informations sur cette démarche : <https://groupe-initiatives.org/L-Initiative-Fleuve-Senegal-pour-une-approche-territoriale-concertee>

Ils ont rejoint le Partenariat !

Léa Cuisance, chargée de communication à Lille

Jean-Christophe Brard, responsable du service coopération à Lille

Nadia Eddari, comptable SPFM à Safi au Maroc

Lamya Alilat, référente technique SPFM à Safi au Maroc



Lancement du projet P-RÉN dans le département de Podor (Projet de soutien à la riposte contre la Covid-19)

Le Programme de renforcement de la résilience nutritionnelle post-Covid (P-RÉN) est financé par le Ministère Français de l'Europe et des Affaires Etrangères et l'Agence Française de Développement (AFD). Ce projet a pour objectif de renforcer la résilience sanitaire, sociale et économique (sécurité alimentaire et nutritionnelle) des populations du département de Podor suite à la crise sanitaire et économique.

Les enjeux de sécurité alimentaire et de malnutrition représentent une priorité depuis plusieurs décennies au Sénégal. Le Département de Podor fait partie des zones les plus touchées par la malnutrition aigüe. En 2020, la crise de la Covid-19 a touché les ménages les plus vulnérables (baisse des revenus) et les populations des zones isolées. Elle a un impact direct sur la situation nutritionnelle et la sécurité alimentaire des populations.

Le P-RÉN a pour objectifs :

- D'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ;
- De renforcer les capacités de résilience de groupements économiques de femmes ;
- Et de renforcer le dispositif départemental de riposte à la Covid-19.



Le budget prévisionnel de l'intervention est de 350 000 euros sur deux ans. Il sera mis en œuvre conjointement avec le Conseil départemental de Podor, les autorités déconcentrées (Préfecture) et les collectivités locales. Les Médecins Chef de Districts de Podor et Pété seront également intégrés au Comité technique de suivi mis en place aux côtés des autres services déconcentrés de l'Etat et des organisations paysannes partenaires.

Projet d'appui à la Commune de Ndiébène Gandiol dans ses actions de lutte contre la Covid-19



Unité de lavage des mains

Dans le cadre de sa coopération décentralisée avec les communes de Gandon et de Gandiol, le SICOVAL (communauté de commune du Sud-est toulousain) a souhaité apporter un appui exceptionnel pour soutenir ses partenaires dans le cadre de la crise de la Covid-19. L'objectif est de renforcer les efforts faits dans les écoles pour permettre un déroulement des enseignements dans le respect des gestes barrières édictés par les autorités sanitaires du Sénégal. Cela a permis la confection de 15 000 masques lavables par l'association des jeunes tailleurs de Gandiol, la confection de 4 unités de lavages des mains où plusieurs élèves peuvent se laver les mains simultanément (par des élèves en Brevet technique du lycée technique André Peytavin de Saint-Louis), la distribution de kit de lavage des mains (savon et eau de javel), la confection de panneaux personnalisés de communication sur le rappel des gestes barrières et la sensibilisation en milieu scolaire par le District sanitaire de Saint-Louis sur la pandémie (signes, mode de protection).



Ces actions ont permis de toucher les 40 établissements scolaires de la commune (de la maternelle au lycée) au bénéfice de 210 enseignants et 5 933 élèves.



Le Programme d'Accès à l'Eau et à l'Assainissement en Milieu Scolaire (PAEMS) - Région de Saint-Louis et région de Matam

La pandémie de la Covid-19 a provoqué un ralentissement des activités du PAEMS en 2020 notamment :

- Un arrêt de 4 mois de toutes les activités de terrain depuis la déclaration de l'état d'urgence sanitaire par le Président de la République du Sénégal,
- Le report de l'atelier national de plaidoyer en faveur de l'eau, l'hygiène et l'assainissement dans les écoles portées par le Ministère de l'Education Nationale,
- La suspension de tous les ateliers de formation, réunions des cadres de dialogues et comités communaux.

Cette situation a entraîné une adaptation des activités à travers la mise en œuvre de programmes d'urgence soutenus par les partenaires des fermes agricoles participant au PAEMS (Waitrose Foundation) et la coopération décentralisée (Sicoval). Dans ces projets de soutien aux actions de lutte contre la Covid-19, nous pouvons citer la collaboration avec de nouveaux partenaires techniques dans la recherche de solutions pour mettre en place des dispositifs de lavage des mains où plusieurs élèves peuvent se laver les mains simultanément et l'adaptation des outils et techniques de sensibilisation à la pandémie de coronavirus.



L'année 2020 a été marquée par la formation des communes sur le guide méthodologique d'intervention en deux temps : avant et après la déclaration de l'état d'urgence au Sénégal. Au total, 20 communes ont été formées et chacune a réalisé son étude diagnostic et a élaboré son plan d'action pour un accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA) dans les écoles.



Les communes qui arriveront à mobiliser une contrepartie financière seront accompagnées au cours de l'année 2021 à la réalisation de projet EHA dans les écoles (20 projets au sein d'écoles actuellement identifiés).

Sur le volet plaidoyer au niveau national, malgré le report de l'atelier national, des réunions techniques sont organisées en visioconférence avec le Ministère de l'Education Nationale sous la coordination du point focal PAEMS. Ces réunions permettent de maintenir la dynamique avec le niveau national et d'étudier les modalités de poursuite des activités dans ce contexte de pandémie de Covid-19.

Programme d'appui de Waitrose & Partners Foundation aux fermes de West African Farm et de la Société des Cultures Légumières



Waitrose & Partners Foundation (WPF) a été créée en 2005 dans le but d'améliorer le niveau de vie des travailleurs agricoles employés par leurs partenaires d'approvisionnement. Au Sénégal, elle s'approvisionne auprès de la Société des Cultures Légumières (SCL) et de la West African Farm (WAF) afin de pouvoir alimenter en produits frais ses magasins de détail au Royaume-Uni, en Afrique du Sud, au Kenya et au Ghana. Dans le cadre de sa politique d'amélioration des conditions de vie des travailleurs et de leurs familles, Waitrose & Partners Foundation accompagne la WAF et la SCL dans des projets sanitaires et éducatifs. La mise en œuvre des activités a été confiée à l'ONG United Purpose (UP) dans la zone de Dakar et en Gambie, et à l'ONG le Partenariat dans la zone de Saint-Louis.

Ces projets dont le coût total est estimé à **29 736 300 FCFA** (près de 45 000€) vont spécifiquement contribuer à :

- Appuyer les fermes dans la riposte de la pandémie de Covid-19 pour l'achat de masques, de détergents et la production de supports de sensibilisation.
- Mener des sensibilisations à travers trois radios communautaires dans le cadre de la lutte contre le coronavirus par JOKALANTE
- Relever le plateau médical du poste de santé de YAMANE (Commune de NGNITH).
- Créer un cabinet dentaire pour l'Infirmierie de la WAF (Commune de NGNITH).
- De réhabiliter des écoles de DEMIZINE et NGADE (Commune de DIAMA).

La mise en place de ces projets contribuera à :

- Sensibiliser les populations et les travailleurs dans les zones d'exploitation de la SCL et de la WAF sur la pandémie de Covid-19 et sur les gestes barrières
- Améliorer l'accès aux services de soins sanitaires de plus de 1395 habitants de YAMANE et ses environs
- Faciliter l'accès aux services de soins buccodentaires de plus de 3000 travailleurs de la WAF et des villages environnants
- Améliorer les conditions d'enseignements et d'apprentissages de plus de 257 élèves et 14 enseignants des écoles de DEMIZINE et NGADE.



Sensibilisation aux gestes barrières avec la SCL



Travailleuses agricoles de WAF





LE PAER PHASE II dans les régions de Saint-Louis et de Matam.

La promotion des énergies renouvelables à l'échelle des deux régions.

Biogaz et typha. Le Programme d'Accès aux Energies Renouvelables (PAER) est actuellement en cours dans les régions de Saint-Louis et maintenant de Matam.

Sur Saint-Louis, c'est principalement le volet biogaz qui est à l'honneur. En effet en concertation avec l'ONG Nature Mauritanie (une ONG Mauritanienne), et avec le soutien de l'OMVS dans le cadre du Programme de Gestion Intégré des Ressources en Eau (PGIRE), nous avons accompagné deux groupements féminins dans la réalisation de cuves biogaz à partir de la valorisation du typha (plante envahissante du fleuve Sénégal). Ces deux cuves pilotes serviront de laboratoire test pour étudier les possibilités de déploiement de cette technologie à plus grande échelle. A cette occasion, les partenaires de l'Institut Supérieur des Energies (ISE) de Dakar ont équipé leur laboratoire pour analyser le potentiel de méthanisation de cette plante invasive.



Récolte du typha

Région de Matam. Le programme PAER se déploie désormais dans la région de Matam en collaboration avec l'ONG ADOS, présente sur cette région depuis de nombreuses années. Les ONG GRET et GERES apportent également un appui technique à la mise en œuvre notamment par la réalisation d'études techniques.

Ce déploiement sur Matam nous permettra de dupliquer les résultats de la phase I acquis sur Saint-Louis et notamment la mise en place d'un cadre de concertation (CIMES) pour les énergies renouvelables à l'échelle régionale, la réalisation de diagnostic énergétique et l'élaboration d'un atlas énergétique régional. Des plateformes énergétiques seront également implantées comme à Saint-Louis. Le projet est soutenu par l'AFD et les Fondations qui ont participé à la mise en œuvre de la phase I (Watt For Change, EDF ou Air Liquide). La Région Hauts-de-France sera également sollicitée sur cette nouvelle phase.



Transformatrice de poissons

Accès aux services énergétiques pour les groupements de femmes.

Le projet de renforcement de capacités des groupements de femmes pour la préservation et la mise en valeur des mangroves de Saint-Louis vient dans la continuité d'actions menées par le Partenariat avec les partenaires du Delta du Fleuve Sénégal depuis 2010 sur cette thématique Nexus énergie-environnement. Le projet soutenu par la Fondation ALSTOM vient en soutien aux actions menées sur les questions d'accès à l'énergie bas carbone et de soutien de l'entrepreneuriat local, et notamment des groupements de femmes. Ainsi, le projet prévu sur une période de 15 mois, pour un montant global de 72 992 euros, prévoit de soutenir 5 groupements de femmes dans la diffusion de services énergétiques aux populations de la zone. Ces services comprennent des kits individuels solaires pour les ménages, des lampes solaires (pour la

scolarisation des enfants), des fourneaux améliorés (pour la réduction de l'utilisation du charbon pour la cuisson), de la vente de bio-charbon (charbon à base de typha notamment). Le projet prévoit également le reboisement de la Langue de Barbarie et des zones de mangroves pour la protection contre l'érosion littorale avec la plantation de 20 000 arbres. A terme, le projet doit permettre aux populations d'avoir accès à des énergies renouvelables (en remplacement des bois de mangrove) pour leur besoin tout en permettant aux groupements féminins de développer des activités génératrices de revenus.

L'Ambassadeur de France au Sénégal : « Rosso/Saint-Laurent-Blangy : une coopération structurante. »



Rencontre des différents acteurs

Dans le cadre de la tournée au niveau de la région de Saint-Louis, son excellence, Monsieur l'Ambassadeur de la France au Sénégal, a choisi d'inscrire la commune de Rosso Sénégal dans son calendrier de visite. Une occasion pour lui de prendre connaissance des initiatives développées dans le cadre de la coopération décentralisée entre la ville de Saint-Laurent-Blangy et la commune de Rosso Sénégal avec le soutien conjoint du fonds franco-sénégalais mais également celui de l'Union Européenne. Pour rappel, les deux villes coopèrent depuis 2004. Ainsi, en accueillant le représentant de l'Etat français au Sénégal et son staff, Monsieur Cheikh GAYE, Maire de la commune de Rosso n'a pas manqué d'exprimer toute sa satisfaction et sa gratitude ainsi que celles

de l'équipe municipale et des populations de Rosso à l'endroit de son invité accompagné d'une forte délégation. Il s'est réjoui de l'intérêt porté à sa commune, plus particulièrement à sa politique de développement économique durable soutenue par la coopération décentralisée. De l'avis du Maire, cette visite vient à son heure, car Rosso est en phase de connaître de profondes mutations avec les résultats enregistrés dans la mise en œuvre des projets de coopération avec le fonds franco-sénégalais mais aussi et surtout avec les projets de l'Etat (PUMA) tels que la construction du pont entre le Sénégal et la Mauritanie ainsi que la réalisation d'infrastructures connexes avec le PACASEN.

L'articulation entre ces différents programmes (Etat, projets de coopération décentralisée) à travers une démarche méthodologique basée sur l'anticipation permettra à Rosso de relever les défis qui l'attendent en matière de développement territorial durable. L'accompagnement de la commune par des partenaires techniques comme le Partenariat, l'ARD et autres services déconcentrés de l'Etat à été fortement salué par le chef de l'exécutif local de la commune de Rosso Sénégal.

La conseillère du MGTDAT : « Ce qui est intéressant avec Rosso, c'est la volonté d'anticipation ».

Barbara PETRI : « Ce qui est intéressant avec Rosso, c'est la volonté d'anticipation et dans ce sens le fonds conjoint a été bien utilisé. Il y a une méthodologie de projet politique avec un service technique local et c'est ça la coopération aujourd'hui ». Ce constat de la conseillère technique du Ministre entre en résonance avec la logique de financement actuelle des bailleurs qui est plus orientée vers les méthodologies de mise en œuvre de projets. A la suite du premier magistrat de la commune, son excellence Monsieur Philippe LALLIOT, l'Ambassadeur de la France au Sénégal a, à son tour, remercié chaleureusement le Maire, sa délégation et les populations de Rosso Sénégal pour l'accueil qui lui a été réservé. Se prononçant sur la situation globale de la coopération entre la France et le Sénégal, Monsieur LALLIOT, souligne, non sans s'en féliciter, qu'elles ont toujours été excellentes et c'est, aujourd'hui encore, le cas.

En livrant ses impressions sur les projets de coopération entre les deux villes jumelles, il s'exprime en ces termes : « La coopération entre la commune de Rosso Sénégal et celle de Saint-Laurent-Blangy est structurante ». Il ajoute, pour mieux préciser sa pensée que : « La diplomatie des Etats devrait être soutenue par la diplomatie des territoires. » C'est à dire, pour reprendre le point de vue de son excellence, que le dynamisme noté au niveau de la coopération décentralisée offre des perspectives de collaboration plus diversifiées entre Rosso et les services de coopération de l'Ambassade.

Suite aux échanges, des visites de terrain ayant conduit successivement au débarcadère, à la décharge et la Station de lagunage ont été effectuées.



Visite du débarcadère





Projet de gestion durable des déchets Rencontre avec les OSC de Laaounate en vue de préparer les futurs ateliers de concertation.

Afin d'évaluer l'implication de chaque association dans le projet, une réunion a été organisée entre l'association SPFM, le directeur des services techniques de la commune de Laaounate et les associations représentées (de parents d'élèves, de quartiers, des personnes âgées, des contribuables, pour les droits de l'Homme).

Pour rappel, ce projet a pour but d'accompagner la Commune Laaounate dans l'adaptation du Plan national des déchets ménagers (PNDM) à travers l'appui à l'instauration d'un service de tri et à la valorisation des déchets, de manière concertée et durable.

La mise en place du tri et les bonnes pratiques citoyennes au sein de la commune sont des enjeux pour lesquels les associations souhaitent aujourd'hui agir : mettre à disposition des équipements adaptés pour la collecte des déchets, motiver les populations et plus particulièrement les ménages à la mise en place du tri, et créer une coopérative pour faciliter les initiatives de valorisation des déchets sont des suggestions émises par les représentants des associations pour renforcer leur implication dans le projet.



Réunion du 17 décembre avec les membres des associations de Laaounate



Les professeurs formés à Agni Ahandir

Formation des professeurs dans le cadre du PAEMS Groupes scolaires Touijrate et Agni Ahandir, province de Chichaoua

Dans le cadre du programme d'Accès à l'Eau et à l'assainissement en Milieu Scolaire (PAEMS), l'association SPFM a animé un atelier de formation dont le but est d'outiller les professeurs pour favoriser la mise en place d'activités de sensibilisation à l'eau, l'hygiène, l'assainissement et l'environnement en classe. Au total, ce sont 25 professeurs de deux groupes scolaires qui ont bénéficié de cette formation. Ils ont pu renforcer leurs capacités et leurs connaissances afin de mieux véhiculer les messages de sensibilisation aux élèves.

La formation s'est déroulée en deux parties : un volet théorique avec la présentation des fiches pédagogiques, des boîtes à images et du guide de l'enseignant ; suivi d'un volet pratique basé sur des exercices de mises en situation réelles et sur l'utilisation des boîtes à images. La mobilisation des directeurs des groupements scolaires, des inspecteurs pédagogiques, des enseignants et des associations de parents d'élèves témoigne de la volonté partagée des populations locales de s'engager sur le problème d'accès à l'eau potable et aux toilettes.



Les professeurs formés à Touijrate



Démarrage de l'étude environnementale de la commune urbaine de Labé dans le cadre du Programme d'Appui à la Gouvernance des Organisations de la société civile pour le Développement Durable (PAGODD)

Débuté le 1er janvier 2020, le PAGODD, financé par l'Union Européenne, a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des populations de Labé et d'instaurer une gestion concertée et partagée entre les Organisations de la Société Civile et la Commune Urbaine de Labé en matière d'environnement. Cette concertation se fait au sein d'un cadre de concertation communal en environnement où les prises de décisions seront collégiales et se feront sur la base d'un plan d'action « Vision 2030 » élaboré à partir d'un diagnostic territorial.



Suite à une passation de marché pilotée par la commune, c'est un consortium de deux ONG locales qui a été sélectionné. Le diagnostic a débuté fin décembre et devrait s'étaler sur 3 mois.

Deux thématiques essentielles composent cette étude :

Préservation des ressources naturelles (cours d'eau, espaces boisés)

Assainissement (latrines publiques, gestion des déchets)

Les deux ONG sont supervisées par le Comité de suivi opérationnel mis en place par la commune. La présentation d'un rapport intermédiaire à mi-parcours se fera devant le cadre de concertation communal en environnement à la fin janvier.

A l'issue de ce travail, sont attendues des données, des cartes et des analyses permettant de connaître la situation globale de l'environnement à Labé et d'établir des priorités qui définiront le plan d'action environnemental de la commune de 2020 à 2030.

Identification des 15 OSC (PAGODD)

Le programme appuiera 15 organisations de la société civile à travers un renforcement de capacités sur les volets gestion et environnement. Après une enquête auprès des OSC environnementales et une notation des réponses lors d'un Comité de suivi opérationnel, les 15 OSC retenues ont été identifiées.



Passation de marché pour l'étude environnementale



Présentation des 15 OSC retenues

Projet d'amélioration de la collecte des taxes - Coopération décentralisée entre Labé et le Sicoval

La modernisation de la collecte des taxes locales et impôts locaux permettra à la commune d'améliorer le taux de recouvrement et la transparence dans la gestion de la fiscalité locale.

La solution informatique a été élaborée pour les marchés et taxis-motos. Le recensement des redevables et emplacements du marché central et la saisie dans la base de données ont été exécutés en janvier. Le recensement des taxis-motos devrait débuter fin janvier.

L'Unité de gestion de projet « Fiscalité » a été mise en place le 21/01/21 avec les services de l'Urbanisme, des Impôts, la Société civile et la commune urbaine de Labé.

Grâce aux financements du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, de l'Ambassade de France en Guinée et du Sicoval, les collectes de la Contribution Foncière Unique (CFU), des taxes de 3 autres marchés et celles de l'occupation privative du domaine public sont également prévues en 2021.



Clap de fin pour le projet MOODD en décembre 2020 = lancement du projet ACT'ODD en 2021 !

L'équipe de l'association Kurioz a souhaité poursuivre sa collaboration avec le Centre Gaïa par le biais du projet ACT'ODD, dont l'objectif est d'agir en citoyen.ne.s pour les transitions et les Objectifs de développement durable.

Ce projet triennal, soutenu par l'Agence Française de Développement (AFD), s'inscrit en partenariat avec 7 associations au niveau national.

Il permettra la mise à jour des outils pédagogiques déjà créés dans le cadre de MOODD, l'animation de séances de sensibilisation à la solidarité internationale dans 6 régions de France, mais aussi l'évaluation de nos méthodes d'animation et leur confrontation à celles d'acteurs éducatifs internationaux. Les outils et méthodes seront par la suite largement diffusés aux communautés éducatives françaises.



Fin du triennal AFD (Agence Française de Développement)

En décembre 2020 s'est achevé le projet triennal du Centre Gaïa financé par l'AFD et entamé en 2018.



Avec les partenaires ADOS, Cap Solidarités et GAS, le projet a permis de déployer les activités d'ECSI sur le territoire des Hauts-de-France et en Drôme-Ardèche. Outre ces sensibilisations aux enjeux de développement durable et de solidarité internationale, les équipes ont pu mettre en commun leurs bonnes pratiques lors de réunions de capitalisation, créer des méthodologies d'accompagnement pour divers publics ou encore organiser un concours autour des ODD. Si cette page se tourne, une nouvelle s'écrit directement avec le dépôt du prochain projet triennal en janvier 2021. Cette prochaine étape visera notamment à ouvrir la Commission ECSI DD du Centre Gaïa et permettra d'entamer une réflexion sur une animation autour du changement climatique. Elle permettra également le maintien de nos activités existantes.



Lancement du projet I_CAN, piloté par l'ONG britannique Liverpool World Center

Ce projet associe six associations européennes pour amener les jeunes vers une réflexion critique du développement durable. La méthodologie engagée s'appuie notamment sur des simulations de négociations climatiques pour encourager le dialogue citoyen et le passage à l'action. Plusieurs objectifs visés : renforcer les compétences des enseignants et des élèves afin d'engager les apprenants en tant qu'utilisateurs actifs de la technologie numérique, et développer des outils sur le changement des comportements face aux changements climatiques.

et à la Solidarité Internationale

Projet JEU « Jouons Ensemble pour l'Union Européenne » 2019-2022



Contexte :

Le projet « JEU » (et dans sa version anglaise « Citizen Games »), créé par des ONG et des universités de sept pays européens, vise à contribuer à la création d'une société européenne plus inclusive et respectueuse en sensibilisant les jeunes et leurs enseignants aux questions de citoyenneté européenne, égalité des sexes et protection de l'environnement. Pendant 3 ans, des jeux sérieux sont conçus pour que les élèves de collèges et lycées puissent les utiliser en classe en Belgique, en France, aux Pays-Bas, en Irlande, au Portugal, en

Pologne et en Allemagne. Le projet est financé par l'agence Erasmus+ de l'Union européenne.

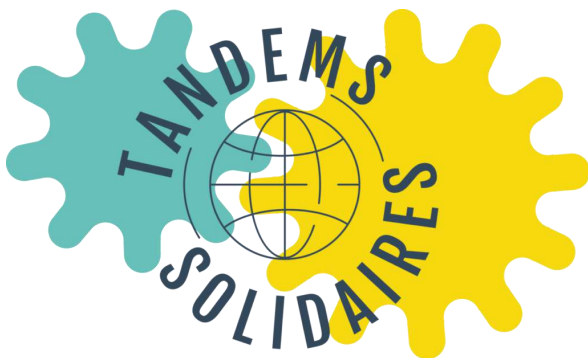
Les nouvelles : Le projet avait bien démarré en septembre 2019 et nous étions à deux semaines d'organiser un évènement phare de notre projet en mars 2020, lorsque le confinement a été déclaré. Il s'agissait alors de démarrer la phase de conception d'un jeu sérieux pour les collégiens, dans le cadre d'une mobilité d'étudiants portugais, allemands, irlandais et polonais à l'Université belge d'Anvers. Malheureusement, cet événement a dû être annulé et le Partenariat a passé le printemps à suivre l'évolution de la situation, en lien avec l'agence Erasmus+.

Un accord a été trouvé à l'été, permettant au projet d'organiser à nouveau des évènements dans un format virtuel. La mobilité a donc pu être reprogrammée à mars 2021.

Entre temps, le projet a participé à différents évènements, dont les Journées Erasmus 2020. Le Centre Gaïa et l'association Kurioz ont pu présenter un webinaire sur les jeux sérieux (accessible sur notre site internet). Les réunions du consortium se sont réalisées de manière totalement virtuelle.

Plus d'informations : <https://citizengames.eu/>.

Tandems Solidaires, une action financée par Lianes Coopération



ÉDUIQUER À LA CITOYENNETÉ MONDIALE



« Tandems Solidaires » est un dispositif qui donne l'occasion à des élèves de maternelle, primaire, collège et lycée de participer à un projet d'éducation à la citoyenneté mondiale durant une année scolaire, à travers la mise en place de binômes composés d'un groupe d'élèves (accompagné par son équipe pédagogique) et d'une association de solidarité internationale et/ou de développement durable du territoire régional. C'est une action financée par Lianes Coopération, le réseau régional multi-acteurs des Hauts-de-France. Ces projets permettent de sensibiliser les jeunes aux Objectifs de développement durable. Le Centre Gaïa participe aux Tandems Solidaires avec son binôme, le groupe des écodélégué.e.s du lycée Thérèse d'Avila à Lille. La thématique du projet a été choisie par les élèves : le bien-être, la santé et l'égalité des sexes, avec les ODD 3 et 5. Le Centre Gaïa interviendra en appui au montage du projet des élèves et pour 3 séances de sensibilisation.

Faire un don :

Afin de pouvoir mener à bien ses activités, le Partenariat a besoin de votre soutien. Actuellement, deux actions nécessitent un appui financier :

1. **Le projet de maraîchage du Centre Diapalante** : Ce projet a pour but d'aménager un terrain et d'acheter des équipements afin de mettre en place des activités de maraîchage et de petite agriculture. Il doit permettre de former des jeunes aux métiers du secteur agricole afin de renforcer leur employabilité. Ces activités ont également pour but de générer des revenus pour financer le Centre de formation professionnelle Diapalante.
2. **La lutte contre l'épidémie de coronavirus** : L'épidémie de covid-19 nous empêche de réaliser certaines de nos activités mais il est possible d'en réaliser d'autres : sensibilisation à l'hygiène et au lavage des mains, mise à disposition de matériel, de masques, de kits d'hygiène, soutien alimentaire des personnes vulnérables... Nous avons besoin de votre aide pour mener ces actions et aider les populations qui luttent contre ce virus.



Apportez votre soutien à ces projets et retournez votre chèque accompagné du coupon ci-dessous ; ou rendez-vous sur notre site internet et cliquez sur « faire un don » : www.lepartenariat.org



OUI, je souhaite soutenir les actions du Partenariat en faisant un don

Projet destinataire de votre don : 1 2

Je fais un chèque à l'ordre du Partenariat de :

20€ 50€ 100€ autre montant :€

Je retourne le coupon et mon chèque à l'adresse suivante :

Le Partenariat - 71 rue Victor Renard - 59000 Lille

Vos dons donnent droit à une déduction d'impôt égale à **66%** du montant de la somme versée, dans la limite de 20% de votre revenu net imposable. Ainsi, **un don de 100€, ne vous revient qu'à 34€** après déduction fiscale. **Vous recevrez un reçu fiscal à joindre à votre déclaration de revenus.**

Nom

Prénom :

Adresse :

CP : Ville :

Email :

Plus simple, plus rapide, sécurisé : le don en ligne

→ RDV sur notre site internet www.lepartenariat.org et cliquez sur « faire un don ».

→ Nous économisons sur les frais postaux, nous pouvons consacrer plus d'argent aux projets et nous respectons l'environnement.

→ Avec le don en ligne, le Partenariat garantit la sécurité de vos coordonnées bancaires.

Le Partenariat s'engage à ne pas utiliser vos coordonnées à des fins commerciales.

En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent.

Conception et réalisation graphique : Léa Cuisance - Directeur de la publication : J-C. Pollefoort - LE PARTENARIAT / GAÏA - ISSN 1244-8532

